

**** Il serait préférable que vous ne preniez pas connaissance de la présentation avant le cours ****

Equitable Life

Revue rapide d'un cas et de son
impact au Canada

Equitable Life

- Equitable Life était une compagnie d'assurance vie majeure au UK.
- Le 8 décembre 2000, elle annonçait qu'elle arrêta la vente de toute nouvelle police, avec effet immédiat.
 - Suite à une ordonnance de l'autorité de surveillance au Royaume-Uni (L'équivalent de l'AMF au Québec ou du BSIF au Canada)
- Question : Qu'est ce qui pourrait justifier une telle décision?

Equitable Life

- L'effondrement venait de la vente (dès 1957) de GAR (guaranteed annuity rate)
 - Une police d'assurance qui donnait le droit d'acheter une rente viagère à un taux fixe.
 - Le « prix » d'une rente est fixé en fonction de certaines hypothèses dont le taux d'intérêt. Ce taux avait été fixé à l'avance dans le cas des GAR
 - À ce moment, les taux d'intérêt étaient élevés et on n'envisageait pas qu'ils allaient descendre à des niveaux beaucoup plus bas.

Equitable Life

- À compter de 1993, les taux réels se sont éloignés des taux garantis créant un “trou noir” de plus de 3G us\$ qui devait être provisionné.
 - Argent que la compagnie n’avait pas!
 - C’est-à-dire que la compagnie vendait des rentes basées sur un taux d’intérêt beaucoup trop haut par rapport à ce qu’elle réalisait sur ses placements.
 - Le « prix » des rentes était donc insuffisant pour provisionner le coût futur de cette rente.
- La compagnie n’avait pas anticipé cette situation et n’avait pas mis suffisamment d’argent de côté(!!!).
- Question: Jusque là quelles sont vos impressions de la situation?

Equitable Life

- Equitable Life a tenté de redresser la situation en diminuant les bonis de terminaison aux titulaires de police qui utilisaient leur droit d'achat de rente aux taux garantis.
 - La compagnie avait une politique en place: lors de la terminaison d'une police d'assurance, que ce soit pour la transformer en rente ou pour toute autre raison, la compagnie versait un boni basé sur différents facteurs, tels le nombre d'années que la police avait été en vigueur.
 - En cessant de payer le boni à ceux qui transformait leur police en rente, la compagnie pouvait financer une partie du déficit.
- Question: Que pensez-vous de cette solution?

Equitable Life

- Ceci a mené au 'Equitable Life case' de 1999/2000 où le plus haut tribunal du UK (House of Lords) a déterminé que la compagnie ne pouvait pas réduire ainsi les bonis.
- Comme Equitable n'avait pas les fonds requis, cela a mené à la situation où les autres titulaires de polices (non-GAR) finançaient les titulaires de polices GAR. (Problème d'équité)
- À ce point, la compagnie a essayé de vendre ses portefeuilles de polices, mais tous les acheteurs potentiels se sont retirés.

Equitable Life

- C'est à ce moment (8 déc. 2000) que la compagnie a décidé de se fermer aux nouvelles affaires
 - Pour ne pas ajouter d'autres personnes dans la problématique et pour protéger les détenteurs de polices actuels (problème d'équité...)
- Plusieurs parties du portefeuille ont été vendues depuis cette date
 - Les plus rentables
- Jusqu'au 31.12.2019, elle était une société en liquidation, i.e. qu'elle gérait les polices qui étaient en vigueur avant le 8 décembre 2000

Equitable Life

- Elle a été vendue le 1^{er} janvier 2020 à la compagnie Utmost Life and Pensions pour £1,8G
 - Il y aurait encore environ 200 000 titulaires de polices individuelles et 300 000 qui sont membres des fonds de pensions
- La somme versée a été utilisée pour augmenter les bonis aux titulaires de polices

Equitable Life

- Il y a eu beaucoup de pertes pour les titulaires de polices
- Il y avait 1,5 million de titulaires de police au 8 décembre 2000
- Plus d'1 million d'entre eux ont vu la valeur de leur investissement diminuer, parfois jusqu'à 50%.

Equitable Life

- Nouveau rapport en 2008
 - Par la « Parliamentary Ombudsman », Ann Abraham
- Elle a décelé 10 exemples de mauvaise administration par les autorités gouvernementales.
- Elle demande que le gouvernement établisse une échelle de compensation.
 - Ceci avait toujours été rejeté depuis 2000.
- Elle énonce que les autorités ont laissé la compagnie opérer sur des bases non saines depuis 1990.
 - Laissant ainsi croire au public que la compagnie était solvable alors qu'elle ne l'était plus

Equitable Life

- Et aujourd'hui?
- Octobre 2010: Le gouvernement annonce une compensation totale de £1,5G non imposable
- Il est inévitable qu'il y aura des déceptions car cela représente seulement 1/3 des pertes totales subies
- Towers Watson avait estimé les pertes entre £4-4,8G
- Au 31 mars 2014, des paiements de £901M ont été fait à 860,972 titulaires de polices.
- Question? Qui pourrait avoir une responsabilité dans ce fiasco?

Enquête publique de Lord Penrose

**Certaines citations dans les prochaines diapos sont en anglais pour ne pas déformer l'essence du texte
D'autres ont été traduites librement par moi*

Lord Penrose

- En août 2001, le gouvernement anglais a engagé Lord Penrose pour mener une enquête sur les faits.
- Le libellé du travail à effectuer était:
“To enquire into the circumstances leading to the current situation of the Equitable Life Assurance Society, taking account of relevant life market background; to identify any lessons to be learnt for the conduct, administration and regulation of life assurance business; and to give a report thereon to Treasury Ministers.”
- Le rapport a été rendu public le 8 mars 2004

Lord Penrose's Report summary

- Les plus grands reproches portent plus sur l'Équitable elle-même que sur les autorités de réglementation et surveillance.
 - *“Principally, the society was author of its own misfortunes.”*
 - *“Regulatory failures were secondary factors.”*
- Il y a eu de graves défaillances parmi les cadres supérieurs, remontant aux années 80.
- Il y avait une culture de manipulation et de dissimulation dans laquelle l'entreprise ne communiquait pas les détails de ses finances aux membres ou à l'organisme de surveillance.
- Le directeur général au moment des faits était également l'actuaire désigné de la compagnie de 1982 à 1997.
- Les administrateurs non exécutifs étaient “mal équipés”, “mal préparés” et “incompétents” en ce qui concerne les difficultés particulières d'une compagnie aussi complexe.
- Question: Jusque là, qu'en pensez-vous?

Lord Penrose's Report summary

- Roy Ranson, Directeur général de 1991 à 1997, a été principalement critiqué pour ne pas avoir divulgué l'information financière pertinente.
- Sur le fait que Mr. Ranson était Directeur général et actuaire désigné:
 - *This overlap of regulatory and executive functions led to confusion*
- Sur le fait que l'organisme de réglementation n'était pas le principal coupable:
 - *He identified a variety of failings in the way the firm was supervised.*
 - *The system of regulation, which handled Equitable with a light touch, was "inappropriate".*
 - *There was, however, no evidence of "maladministration or negligence" among regulators. But the Department for Trade and Industry (DTI) in particular had insufficient understanding of how to measure the solvency of a firm like Equitable*

Question: Maintenant, que recommanderiez vous au gouvernement?
Est-ce qu'il ne manquerait pas un autre responsable potentiel?

Lord Penrose's Report summary

- Les détails de l'audit ne faisaient pas partie de la mission de Lord Penrose
 - L'audit fournit une assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs (plus haute assurance possible). *(Source: CPA Canada)*
 - Lord Penrose n'a rien dit sur la firme de vérificateurs (Ernst & Young)
- L'Equitable a tenté de poursuivre Ernst & Young pour ne pas avoir relevé les problèmes. La cause a été abandonnée.
- Question: Pensez-vous qu'on aurait alors dû examiner l'audit qui avait été réalisé dans les dernières années?

Lord Penrose's Report summary

- Lord Penrose a toutefois insisté qu'il y eu défaillance dans l'industrie et par les organismes normatifs (comptables, actuaires...) au niveau de la production de normes efficaces pour l'industrie de l'assurance vie.
- Suite à cela, Sir Derek Morris a été engagé aux fins de produire une **étude de la profession actuarielle**.



- Et Mr Ranson et les autres actuaires de la compagnie eux?

Mr. Ranson

- Roy Ranson était directeur général de 1991 à 1997 et actuaire désigné de 1982 à 1997.
- Mr Ranson a été radié de l'Institute of Actuaries
 - *for breaching its standards of “integrity, competence and professional judgment”*
- Mr Ranson a été tenu responsable en premier lieu pour avoir laissé continuer la situation des polices avec taux garanti et pour ne pas avoir alerté le Conseil d'administration de cette exposition au risque
 - *His actions create a “misleading impression of the society’s financial strength”*

Mr. Ranson

- Une poursuite pour négligence de £650 million a été entamée contre Mr Ranson
 - S'est terminé par un abandon des poursuites.
- 3 autres dirigeants actuaire
 - Christopher Headon
 - Alan Nash
 - Barry Sherlock
- Les 2 premiers ont été publiquement réprimandé par l'Institute of Actuaries
 - L'Institute of Actuaries était l'équivalent de l'ICA
- Les charges contre M. Sherlock ont été abandonnées
- Question: Que pensez-vous de cet aspect? Est-ce une bonne sentence?

Revue indépendante de Sir Morris

** Certaines citations dans les prochaines diapos sont en anglais pour ne pas déformer l'essence du texte*

- *D'autres ont été traduites librement par moi*

Sir Morris

- En mars 2004, le gouvernement demandait à Sir Morris d'exécuter une revue indépendante de longue portée de la profession actuarielle.
- La raison derrière cette demande provient du rapport de lord Penrose qui faisait ressortir nombre de problèmes avec la profession actuarielle.
- Cette revue a résulté dans la publication du document "Morris Review of the Actuarial Profession" publié en mars 2005.

Sir Morris

- Lord Penrose avait identifié plusieurs problèmes concernant la profession actuarielle:
 - **Lack of generally agreed professional standards;**
 - Les normes sont développées par des actuaires pour des actuaires
 - Question: Est-ce vraiment dans l'intérêt du public? Peut-il y avoir complaisance?
 - **Over-reliance on the role of the appointed actuary;**
 - Le travail des actuaires est une boîte noire et on ne remet pas en question leur travail
 - Question: Y a-t'il un moyen de remédier à cela?

Sir Morris

- Lack of scrutiny and audit of actuarial calculations;
 - L'audit des états financiers ne touche pas les calculs actuariels
 - Question: Y a-t'il un moyen de remédier à cela?
- Reactive disciplinary procedures;
 - Plutôt que proactive
 - Question: Y a-t'il un moyen de remédier à cela?
- Reluctance to challenge fellow actuarial professionals.
 - Les actuaires ne veulent pas remettre en question le travail d'un autre actuaire.
 - Les actuaires sont complaisants entre eux.
 - Question: Y a-t'il un moyen de remédier à cela?

Sir Morris

- La revue de Sir Morris s'est concentrée sur
 - Cadre de réglementation de la profession actuarielle;
 - Niveau de choix et de concurrence sur le marché des services actuariels;
 - Rôle futur du "Département actuariel du gouvernement".

Sir Morris – Regulatory framework

- Pour le changement de rôle du gouvernement:
 - Mise en place d'un nouvel organisme de réglementation et surveillance, le Financial Services Authority (FSA)
- Pour le cadre de réglementation de la profession actuarielle:
 - Recommande une surveillance indépendante de la profession actuarielle
 - Meilleur moyen de combiner l'expertise actuarielle avec une indépendance suffisante par rapport à la profession
 - Dans l'intérêt de la protection du public.
 - Recommande que la profession actuarielle soit soumise à un contrôle indépendant effectué par le FRC
 - FRC= Organisme de réglementation efficace, responsable et indépendant au R-U en matière de reporting et gouvernance dans l'intérêt du public.

Sir Morris – Regulatory framework

- Que le FRC :
 - Créé un Conseil des normes actuarielles qui relèverait directement du FRC, pour l'établissement des normes actuarielles
 - Supervise les activités réglementaires et autres des ordres professionnels actuariels
 - Incluant dans l'établissement de normes d'éthiques, le développement et l'administration de l'éducation actuarielle et le contrôle du respect des normes professionnelles et dans l'administration des procédures disciplinaires.
- Pour la disponibilité de la main-d'oeuvre actuarielle
 - Pas de recommandations directes mais certaines recommandations pour aider la profession (page suivante).

Sir Morris - Conclusions

- L'examen de Sir Morris a également fait un certain nombre de recommandations spécifiques pour :
 - régler les conflits qui entourent le rôle de l'actuaire;
 - encourager la profession à élargir son offre d'éducation – en étroite collaboration avec les universités et les employeurs;
 - garantir des obligations claires de dénonciation et le respect des normes professionnelles afin de protéger l'intérêt du public dans son sens le plus large.
 - La dénonciation ou "Whistle-blowing" est le fait de dénoncer un autre actuaire dont la pratique nous semble inadéquate
 - ...

Sir Morris report:

- Quelques passages du rapport:
 - *The review has no reason to doubt that the overwhelming majority of actuaries in the UK are dedicated, skilled professionals, providing important and useful advice, with commitment, integrity and a strong sense of duty.*
 - *However, the review has also identified a number of quite serious problems faced by the profession in the UK and sets out a challenging agenda for reform for the profession.*

...

Tout ça est très résumé

Question: Pensez vous que le rapport de Sir Morris a eu des impacts ailleurs qu'au R-U?

Réactions au Canada

Réactions au Canada

- Citation:

« La Morris Review a fait l'éloge de la profession actuarielle au Canada, car ses membres doivent faire passer d'abord et avant tout l'intérêt du public. Nous ne connaissons pas d'autres pays où ce principe est énoncé de façon aussi claire et précise. »

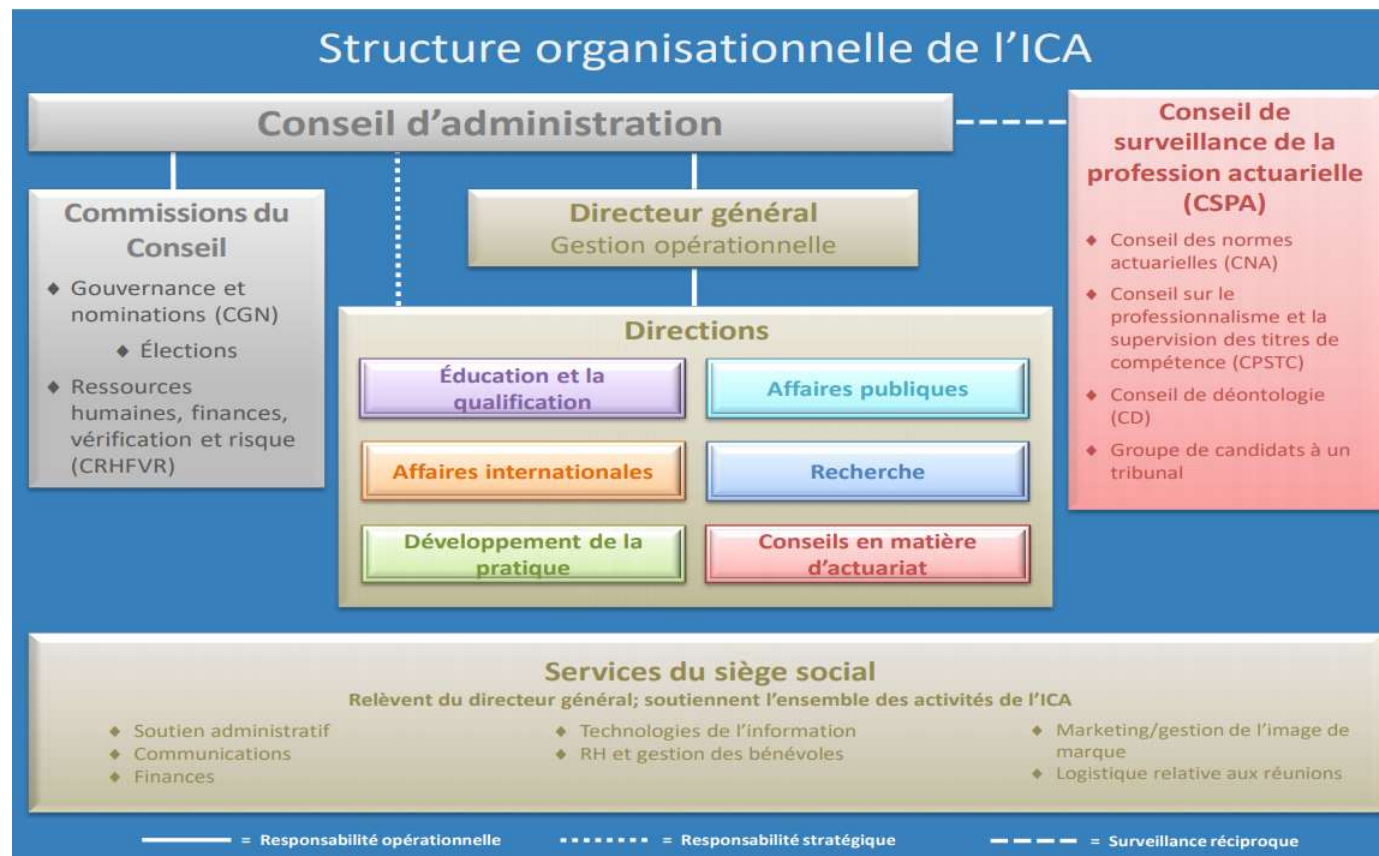
- Mais plusieurs changements ont eu lieu au Canada suite au Morris Review

Réactions au Canada

1. Modifications à l'organigramme de l'ICA

- **CNA (Conseil des normes actuarielles)**
 - Assure la direction et la gestion du processus d'établissement des normes de pratique actuarielle au Canada;
- **CSPA (Conseil de surveillance de la profession actuarielle)**
 - Rôle: soutenir l'ICA quant au respect de sa promesse de veiller à ce que le devoir de la profession envers le public prime sur les besoins de la profession et de ses membres.
 - Entièrement indépendant dans ses opérations, il encadre les fonctions réglementaires de l'Institut, notamment l'établissement de normes de pratique, la qualification professionnelle continue et la déontologie.
 - Composé d'actuaire et majoritairement de non-actuaire
 - Afin d'apporter de l'indépendance au niveau du développement des normes

Ajout d'un Conseil au processus d'adoption des normes de l'ICA



Source: Présentation de Michel Simard, 12 avril 2021

Réactions au Canada

2. Mise en place d'un PPC (perfectionnement professionnel continu)

- Heures d'éducation à faire à chaque deux ans pour conserver son titre professionnel.
- S'applique à tous les membres de l'ICA (Fellow, Associé, Affilié).
- Règle générale: Minimum de 80 heures d'activités dirigées et d'activités d'auto-apprentissage pertinentes au cours des deux années civiles antérieures, dont au moins 30 heures d'activités dirigées.
- Si le membre a écrit un examen professionnel dans la période de 2 ans, il est considéré ayant satisfait l'exigence.
- En plus, module sur le professionnalisme à réaliser à chaque période de 2 ans.

Réactions au Canada

2. Mise en place d'un PPC (suite)

- Activités dirigées : occasions d'apprentissage offrant une possibilité d'échanger des idées ou des opinions.
- Auto-apprentissage : occasions d'apprentissage non dirigées (c.-à-d. dont le cadre n'offre pas de possibilités d'échanger des idées ou des opinions).
- Exigences de base en matière de professionnalisme : module offert gratuitement par l'ICA; doit être exécuté tous les deux ans par tous les membres
- Il incombe au membre de juger de la pertinence d'une activité.
 - Toutes les activités doivent permettre au membre de faire de nouveaux apprentissages, d'acquérir une meilleure compréhension d'un sujet ou de confirmer le caractère actuel de ses connaissances.

Réactions au Canada

2. Mise en place d'un PPC (suite)

- Chaque membre doit tenir un registre personnel de ses activités.
- Ce registre n'a pas à être soumis à l'ICA à moins d'être sujet à une vérification.
- Chaque année les membres doivent attester de leur conformité à la norme
- Chaque année, l'ICA procède à la vérification d'un échantillon de déclarations annuelles de conformité aux exigences de PPC (environ 3% des membres).
- Question: Ce processus s'apparente t-il à quelque chose que vous connaissez?
- Question: Pensez-vous que s'il n'y avait pas de vérification la norme serait suivie par tous?

Réactions au Canada

3. Assurance de la qualité

- Mise en place d'un processus d'analyse du travail des actuaires
- Afin que l'actuaire puisse obtenir un avis indépendant et consulter d'autres actuaires chevronnés.
- Encadré par les normes de pratiques de l'ICA
- Les processus d'assurance qualité comprennent:
 - les procédures de contrôle des calculs et de validation des modèles
 - l'examen des résultats des calculs
 - l'auto-vérification du travail
 - la répétition du travail
 - l'examen par les pairs.

Réactions au Canada

3. Assurance de la qualité (suite)

- **Examen par les pairs:**
 - Processus en vertu duquel un ou des éléments du travail de l'actuaire sont examinés par au moins une autre personne afin de fournir l'assurance de la qualité du travail en question

Réactions au Canada

4. Vérification comptable des états financiers

- L'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) et l'Institut canadien des actuaires (ICA) ont diffusé un « Guide pour l'audit des états financiers renfermant des montants qui ont été déterminés à l'aide de calculs actuariels »
- Pour que les montants déterminés par l'actuaire fasse maintenant partie de la vérification comptable des états financiers effectuée annuellement.

Réactions au Canada

5. Ajout de normes par le BSIF

- **Ajout de qualifications pour être actuaire désigné**
 - En plus d'être FICA
 - Par exemple:
 - avoir une expérience pratique pertinente au Canada, notamment qu'il a travaillé au Canada pendant au moins trois des six dernières années, dont au moins un an au chapitre de l'évaluation des provisions techniques canadiennes d'une société d'assurance;
 - posséder l'expérience des Normes de pratique de l'ICA et des lois et règlements pertinents en assurances;
 - être en règle avec l'exigence de l'ICA en matière de perfectionnement professionnel permanent
- **Obligation d'effectuer un examen par les pairs du travail de l'actuaire désigné**
 - Très détaillé dans la norme du BSIF

Retour sur Lord Penrose et son impact au Canada

1. Lack of generally agreed professional standards;
2. Over-reliance on the role of the appointed actuary
3. Lack of scrutiny and audit of actuarial calculations;
4. Reactive disciplinary procedures;
5. Reluctance to challenge fellow actuarial professionals

Réactions au Canada

- Question: Croyez-vous que ces modifications ont amélioré le travail des actuaires? La perception du travail des actuaires?

Réflexion

- Maintenant que vous connaissez les règles de déontologie de l'ICA (présentation de Michel Simard 12 avril 2021), quelles règles pensez-vous que Mr. Ranson auraient pu transgresser?
- Quelles autres améliorations pourraient-on apporter à la profession actuarielle pour éviter les problématiques et augmenter la réputation des actuaires?